

Maison, Route de Rouen. N° 297. P. N. 89.

M. en fin

remplacement par M. en fin

IP. M. N° 89.

Kil 12 m 600

locat. M. Guilbert

Chapelle

Dépôt d'objets

en remplacement
après départ j. b.

Dans maison

faute

Dossier M. R. U. N° 52.595.2.

- Abbeville. Maison. 297. Route de Rouen.

22 OCT 1953

MINISTRE DE LA RECONSTRUCTION
ET DE L'URBANISME

DELEGATION DE LA SOMME
SERVICE des DOMMAGES de GUERRE
GROUPE ADMINISTRATIF & FINANCIER
Division des Liaisons

DG /GAF/ DL

20 OCT 1953

AMIENS, le

Le Délégué Général
de la Reconstruction et de l'Urbanisme

*a l'attention d'un
locataire éventuel*

DIRECTION DE LA RÉGION NORD

22 OCT. 1953

M. le Chef du Service

OBJET : Dossier n° 52595Z
Immeuble sinistré

Hellville - 297 R^{te} de Rouen

M. Mennier

En vue de permettre à ma Délégation d'effectuer la mise au point des programmes de reconstruction futurs, je vous serais obligé de bien vouloir me retourner avant le 20 NOV 1953, le questionnaire figurant au verso de la présente lettre.

Les indications reprises sur ce questionnaire serviront à fixer l'ordre des priorités en compétition, d'après un barème de points qui a été arrêté avec l'accord de la Commission Départementale de la Reconstruction.

Je me fais un devoir d'appeler votre attention sur le soin et l'exactitude à observer en l'occurrence, et sur le respect du délai indiqué ci-dessus.

En outre, en vue de faciliter les opérations futures de financement, je vous invite à déposer, dès que possible, votre projet de reconstruction. Je vous rappelle que les honoraires d'établissement de ce projet peuvent être remboursés, sur votre demande, dès que l'instruction technique assurée par mes services est terminée.

Veuillez agréer, *M. Mennier*, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Délégué Général
Le Chef du Service des Dommages de Guerre,

M. Mennier

23/10

[Signature]

Dossier XP/ n°

Immeuble sinistré à

I - Questions relatives à votre créance de Dommages de Guerre

- Au cas où la reconstruction de l'immeuble faisant l'objet du présent questionnaire a déjà été entreprise, le préciser ici, en donnant tous renseignements utiles.
- La créance de dommages de guerre est-elle toujours votre propriété ?
- L'immeuble sera-t-il habité par vous-même ou loué nu, à titre de résidence principale ?
- Accepteriez-vous le financement en titres prévu par la loi du 15 Avril 1953, le dit financement étant susceptible d'intervenir immédiatement ?

II - Questions relatives à votre situation personnelle

- Etes-vous économiquement faible ?
Indiquer le n° de votre carte délivrée par la Mairie de
- Date de naissance
- Nombre d'enfants à votre charge
1°) à la date du sinistre
2°) actuellement

Indiquer le prénom et la date de naissance de chacun d'eux.

- Etes-vous titulaire de la carte ?
d'Ancien Combattant :
Ancien Prisonnier :
Ancien Déporté :
N° de chaque carte
- Etes-vous Veuve de Guerre ou de Déporté, non remariée ?
- Etes-vous mutilé du travail ?
Etes-vous mutilé de guerre ?
Quel est votre pourcentage d'invalidité ?
- Avez-vous déjà été totalement sinistré par faits de guerre de 1914 à 1918, pour un immeuble ?
- Motifs particuliers pouvant justifier l'inscription en priorité.

NOTA - Si l'immeuble était occupé au moment du sinistre par un locataire qui désire exercer son droit de suite, ou si vous avez contracté un engagement avec un nouveau locataire, joindre un questionnaire identique rempli par le futur occupant de l'immeuble reconstruit, ainsi qu'une copie de l'engagement de location.

L'immeuble ayant été acquis par vous après sinistre, veuillez préciser si avant le sinistre, vous étiez titulaire d'un bail commercial dans le dit immeuble et si vous l'occupiez régulièrement.

Certifié sincère et véritable

A

le
(signature)

195

Nom et prénom du signataire :

Ne rien
écrire
dans cette
colonne

Communication Filip Kenig
de l'Amendement de
Barlogne.

Demande d'instruction
sur cet acte de la Diocèse
à Paris.

Renseignements donnés.

7h Novembre 1953.

La note est transmise
à l'appareil, en nous demandant
les renseignements nous
leur fournissons.

Il existe en remplacement
une Maison en bois.
D'autre part le P. N. sera
sans doute supprimé.

20 November 1953.

Dans le cas où il y a
un bâtiment existant sur
le P. N. qui sera en état
d'être pour le moment.
En un transfert possible
en suite à commencer.
Mais ce bâtiment devra
être établi en nous montrant
la série architecturale (architecte)
en il faut une l'immense
en suite par conséquent à l'attention.

Après voir si il y a
des plans (en bois) - puis
transmettre à l'architecte.
Et nous faire un plan de
l'Amendement (en bois) - en
détail (en bois).

Reconstruction sur un
autre terrain.

Démolition et transport
des débris de transport sur terrain.

Sur le terrain local
pourrait être la solution
1937.

Affaire pour laquelle
il convient de se tenir
au courant, pour saisir les
obligations départementales,
en vue du transport du droit
de réclamation, sur un autre
emplacement.

(Maintenant part. être
attendant les S. N. R. F.)

VBN VI B

Abbeville

247, Route de Rouen

Hommages de
guerre

Boulogne, le 24 Novembre 1953.

Monsieur Péline
Ingénieur de la Construction
Paris

Suite à votre note VBN VI B du 10/11/1953, relative à l'affaire
visée en marge.

Je vous informe qu'il s'agit de la maison de garde du PN 89
de la ligne Amiens-Boulogne; il a été édifié en son remplacement
une maison provisoire en bois qui est actuellement occupée par M^{me}
Lorniset de la, garde-barrières au PN intéressé.

La reconstruction de ce logement n'a pas été réalisée et aucune
étude n'a été faite à ce sujet; il ne m'est pas possible, en conséquence,
de chiffrer le montant de la dépense pour l'exécution de ce travail.

D'autre part, je me permets d'attirer votre attention sur ce
qu'un projet de suppression du PN 89 et de construction d'un PS
pour la future RN n° 28 est actuellement à l'étude; la
reconstruction de la MG pour ce PN ne sera donc plus à envisager si
ce projet est réalisé.

Le Chef d'Arrondissement V.B.

Mam
7

M. Mennin

25/11 ad

1 Salle Commune 18 m 45 -
3 pièces

2 7. 7. 15 - et 12. 18 m 45 -

Cave, Grenier

W.C. avec baignoire

Eau et Electricité

Ravallan, Baignoire, etc.

Baignoire en suite

PARIS, le 13 novembre 1953.

VB.N. 16

ABBEVILLE

297, Route de Rouen

Domages de guerre

Amiens.

Monsieur le Chef de l'Arrondissement VB
de BOULOGNE.

La Délégation Départementale de la Somme à Amiens, me demande, par lettre dont ci-joint copie, divers renseignements relativement à une maison sise à ABBEVILLE, 297, Route de Rouen, au P.N. 89 - Kil. 174,400 de la Ligne d'Amiens à Boulogne.

D'après les indications en ma possession, cette maison, après avoir été plus ou moins endommagée par bombardement en août 1940, a été totalement détruite, également par bombardement, le 7 septembre 1943 et, en remplacement, a été édifiée, à titre provisoire, une maison en bois qui semble être encore aujourd'hui occupée par M. WILBERT, Chauffeur au dépôt d'ABBEVILLE.

En fait, la Communication de la Délégation Départementale, a en premier lieu, pour but de lui permettre, par les données que nous avons à lui fournir, de classer l'immeuble dans un ordre de priorité, d'après un barème de points qui a été arrêté en accord avec la Commission Départementale de la Reconstruction.

Et, en seconde position, de connaître si la réédification de l'immeuble a été entreprise.

Je vous serais obligé de me donner toutes indications utiles à cet égard, en me précisant, au cas où les travaux seraient terminés ou en voie de l'être prochainement, le montant de la dépense dont il conviendrait de tenir compte. La consistance réelle des locaux reconstruits ou envisagés, serait aussi à me préciser, avec leur surface.

La Délégation Départementale signale, également, que si l'immeuble était habité au moment du sinistre par un locataire qui désire exercer son droit de suite, ou si un engagement avec un nouveau locataire avait été contracté, des renseignements identiques seraient à fournir par le nouvel occupant.

Bien entendu, il ne peut être question de suivre le M.R.U. à ce sujet, puisque les locaux sinistrés n'avaient été attribués, à l'époque, qu'en raison de la qualité d'agent du Chemin de fer de l'occupant d'alors et, qu'ainsi, le droit de suite ne saurait, pour ce motif, être exercé par ce dernier.

Une prompt réponse m'obligerait, la Délégation Départementale désirant être fixée pour le 20 novembre prochain, au plus tard.

L'Ingénieur de la Construction,

Signé: Pétion.

P. S. Je suis impatient, sans fautes fatales, mais néanmoins à observer, dans la mesure du possible.

Dans ces conditions, peut-être pourriez-vous, en vue d'une réponse satisfaisante à la Délégation Départementale, lui fournir, directement, les renseignements de principe demandés, en me faisant un écho.

MINISTÈRE
DE LA RECONSTRUCTION
ET DE L'URBANISME

M.R.U.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



= 21 X 53 = AMIENS RP SOMME =



OG-030

MINISTRE DE LA RECONSTRUCTION
ET DU LOGEMENT

DELEGATION DE LA SOMME

AVIS AUX SINISTRES NON PRIORITAIRES

Service des Domages de Guerre

Groupe Administratif & Financier

Vous pouvez obtenir dès cette année le règlement de votre indemnité au moyen de titres dans les conditions suivantes :

- I - Règlement en titres nouveau modèle (loi du 15 Avril 1953) si vous reconstruisez un ou plusieurs logements dont la surface habitable et le prix de revient ne dépassent pas les maxima ci-dessous :

Type	Composition du logement	Surface habitable maximum	Prix de revient maximum
F2	2 pièces principales	45 M2	1.250.000
F3	3 —————	57 M2	1.500.000
F4	4 —————	68 M2	1.750.000
F5	5 —————	82 M2	2.000.000
F6	6 —————	96 M2	2.400.000
	7 —————	110 M2	2.700.000
			Majoration de 10 % pour les immeubles collectifs

Ces titres portent intérêt à 4% et sont amortissables. Vous pouvez en obtenir le remboursement 1 an après l'émission pour le premier tiers, 3 ans après l'émission pour les deux autres tiers.

Ils sont délivrés également aux sinistrés effectuant des réparations qui ne dépassent pas les maxima ci-dessus.

Seules les reconstructions ou réparations de résidences principales peuvent être financées au moyen de ces titres.

.../...

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION
ET DE L'URBANISME

Amiens, le 20 octobre 1953.

Délégation de la Somme

Le Délégué Général
de la Reconstruction & de l'Urbanisme

à

Objet : Dossier n° 52595 Z
Immeuble sinistré
Abbeville - 297, route de ROUEN.

S.N.C.F.
88, rue St-Lazare
PARIS

Messieurs,

En vue de permettre à ma Délégation d'effectuer la mise au point des programmes de reconstruction futurs, je vous serais obligé de bien vouloir me retourner avant le 20 novembre 1953, dûment rempli et signé, le questionnaire figurant au verso de la présente lettre.

Les indications reprises sur ce questionnaire serviront à fixer l'ordre des priorités en compétition, d'après un barème de point qui a été arrêté avec l'accord de la Commission Départementale de la Reconstruction.

Je me fais un devoir d'appeler votre attention sur le soin et l'exactitude à observer en l'occurrence, et sur le respect du délai indiqué ci-dessus.

En outre, en vue de faciliter les opérations futures de financement, je vous invite à déposer, dès que possible, votre projet de reconstruction. Je vous rappelle que les honoraires d'établissement de ce projet peuvent être remboursés, sur votre demande, dès que l'instruction technique assurée par mes services est terminée.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Délégué Général
Le Chef du Service des Dommages de Guerre,
signé : illisible.

MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION
ET DE L'URBANISME

Amiens, le 20 octobre 1953.

Délégation de la Somme

Le Délégué Général
de la Reconstruction & de l'Urbanisme

à

Objet : Dossier n° 52595 Z
Immeuble sinistré
Abbeville - 297, route de ROUEN.

S.N.C.F.
88, rue St-Lazare
PARIS

Messieurs,

En vue de permettre à ma Délégation d'effectuer la mise au point des programmes de reconstruction futurs, je vous serais obligé de bien vouloir me retourner avant le 20 novembre 1953, dûment rempli et signé, le questionnaire figurant au verso de la présente lettre.

Les indications reprises sur ce questionnaire serviront à fixer l'ordre des priorités en compétition, d'après un barème de point qui a été arrêté avec l'accord de la Commission Départementale de la Reconstruction.

Je me fais un devoir d'appeler votre attention sur le soin et l'exactitude à observer en l'occurrence, et sur le respect du délai indiqué ci-dessus.

En outre, en vue de faciliter les opérations futures de financement, je vous invite à déposer, dès que possible, votre projet de reconstruction. Je vous rappelle que les honoraires d'établissement de ce projet peuvent être remboursés, sur votre demande, dès que l'instruction technique assurée par mes services est terminée.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Délégué Général
Le Chef du Service des Dommages de Guerre,
signé : illisible.

COPIE à gc, pour information.

PARIS, le 1 13 NOV 1953

VB.N. r

ABBEVILLE

297, Route de Rouen

Domages de guerre

Annexe.

Minute

Monsieur le Chef de l'Arrondissement VB
de BOULOGNE.

La Délégation Départementale de la Somme à Amiens, me demande, par lettre dont ci-joint copie, divers renseignements relativement à une maison sise à ABBEVILLE, 297, Route de Rouen, au P.N. 89 - Kil. 174,400 de la Ligne d'Amiens à Boulogne.

D'après les indications en ma possession, cette maison, après avoir été plus ou moins endommagée par bombardement en août 1940, a été totalement détruite, également par bombardement, le 7 septembre 1943 et, en son remplacement, a été édifiée, à titre provisoire, une maison en bois qui semble être encore aujourd'hui occupée par M. GUILBERT, Chauffeur au dépôt d'ABBEVILLE.

En fait, la Communication de la Délégation Départementale, a en premier lieu, pour bout de lui permettre, par les données que nous avons à lui fournir, de classer l'immeuble dans un ordre de priorité, d'après un barème de points qui a été arrêté en accord avec la Commission Départementale de la Reconstruction.

Et, en seconde position, de connaître si la réédification de l'immeuble a été entreprise.

Je vous serais obligé de me donner toutes indications utiles à cet égard, en me précisant, au cas où les travaux seraient terminés ou en voie de l'être prochainement, le montant de la dépense dont il conviendrait de tenir compte. La consistance réelle des locaux reconstruits ou envisagés, serait aussi à me préciser, avec leur surface.

La Délégation Départementale signale, également, que si l'immeuble était habité au moment du sinistre par un locataire qui désire exercer son droit de suite, ou si un engagement avec un nouveau locataire avait été contracté, des renseignements identiques seraient à fournir par le nouvel occupant.

Bien entendu, il ne peut être question de suivre le M.R.U. à ce sujet, puisque les locaux sinistrés n'avaient été attribués, à l'époque, qu'en raison de la qualité d'agent du Chemin de fer de l'occupant d'alors et, qu'ainsi, le droit de suite ne saurait, pour ce motif, être exercé par ce dernier.

Une prompt réponse n'obligerait, la Délégation Départementale désirant être fixée pour le 20 novembre prochain, au plus tard.

L'Ingénieur de la Construction,

ad

P.S. Le délai imparti, sans paraître fatal, serait néanmoins à observer, dans la mesure du possible.

Dans ces conditions, peut-être pourriez-vous, en vue de donner satisfaction à la Délégation Départementale, lui

Directement
fournir les renseignements de principe demandés, tout
en me tenant au courant, pour mon dossier.

dr. H. J. V.

ELITE

297, Route de Rouen

Données de base

• **crossed**

Monseigneur le Duc de l'Anjou, le 28 Mars 1661.

• POLYMER •

ANNEXE, 297, Route de Rouen, au P.M. 89 - Kil. 174,400 de la ligne d'Alsace
dont est-joint copie, divers renseignements relatifs à une maison sise à
la Délégation Départementale de la Somme à Amiens, au demandeur, par lettre

aujourd'hui occupée par M. GILBERT, Chef de la 2^e D'ARTILLERIE.
à son décès, à titre provisoire, une maison en bois qui semble être encore
existante, également par héritage, le 7 septembre 1943 et, en conséquence,
ainsi qu'une maison endommagée par bombardement en août 1940, a été totalement dé-
truite. D'après les indications en ma possession, cette maison, après avoir été

En fait, la Commission de la Légation Départementale, a en premier lieu, pour but de lui remettre, par les données qui sont venues à lui fournir de classer l'ensemble dans un ordre de priorité, d'après un tableau de points qui a été arrêté en accord avec la Commission Départementale de la Région.

Et, en seconde position, de connaître si la reddition de l'ensemble a

prochain, avec leur aide. Les constatations relatives aux locaux reconnus en envisage, serait amené à se rapprocher, le montant de la dépense dont il conviendrait de tenir compte. On ne prévoit, en cas de travaux seraient terminés ou en voie de l'être, la vous seriez obligé de me donner toutes indications utiles à cet égard.

La Direction D'urbanisme a signalé, également, que si l'ensemble des habités au moment du ministre par un locataire qui a été exécuté son droit de suite, ou si un engagement avec un nouveau locataire avait été contracté, des renseignements identiques seraient à fournir par le nouvel occupant.

Il est entendu, il ne peut être question de suivre le R.E.U. à ce sujet, puisque les locaux assignés n'avaient été attribués, à l'origine, qu'en raison de la qualité d'agent du Chemin de fer de l'occupant d'Alsace et, du reste, la moitié de cette somme ne servait, pour ce motif, être versée par le R.E.U.

Une prompte réponse est obligatoire, la Délégation Départementale d'ailleurs
étant fixée pour le 20 novembre 1964, au plus tard.

Copie à g.c. pour information.

V.B.N. P.B.

Abbeville.
297, Route de Rouen.

Dommages de Guerre.

Amiens.

Monsieur le Chef de l'Arrondissement V.B.
à Boulogne.

La Délégation Départementale de la Somme, à Amiens, me demande, par lettre dont ci-joint copie, divers renseignements relativement à une Maison sise à Abbeville, 297, Route de Rouen, au P.N. 89 - Kil. 174.400 de la ligne d'Amiens à Boulogne.

D'après les indications en ma possession, cette Maison, après avoir été plus ou moins endommagée par bombardement en Août 1940, a été totalement détruite, également par bombardement, le 7 Septembre 1943 et, en son remplacement, a été édifiée, à titre provisoire, une Maison en bois qui semble être encore aujourd'hui, occupée par M. Guilbert, Chauffeur au dépôt d'Abbeville.

La consistance
réelle des locaux
reconstruits ou
envisagés, ainsi
aussi à me préciser,
avec leur superficie.

En fait, la communication de la Délégation Départementale a, en premier lieu, pour but de lui permettre, par les données que nous avons à lui fournir, de classer l'immeuble dans un ordre de priorité, d'après un barème de points qui a été arrêté en accord avec la Commission Départementale de la Reconstruction.

Et, en seconde position, de connaître si la réédification de l'immeuble a été entreprise.

Je vous serais obligé de me donner toutes indications utiles à cet égard, en me précisant, au cas où les travaux seraient terminés ou en voie de l'être prochainement, le montant de la dépense dont il conviendrait de tenir compte.

La Délégation Départementale signale, également, que si l'immeuble était habité, au moment du sinistre, par un locataire qui desire exercer son droit de suite, ou si un engagement avec un nouveau locataire avait été contracté, des renseignements identiques seraient à fournir par le nouvel occupant.

Bien entendu, il ne peut être question de suivre le M.R.U. à ce sujet, puisque les locaux sinistrés n'avaient été attribués, à l'époque, qu'en raison de la qualité d'Agent du Chemin de fer, de l'occupant d'alors et, en l'absence, le droit de suite ne saurait, pour ce motif, être exercé par ce dernier.

Votre prompt réponse m'obligerait, la Délégation Départementale désirant être fixée pour le 20 Novembre prochain, ou plus tard.

AB

172
Arrivée 0 OCT 1959
Évaluation en pages: 172
Ligence: 172
Colla l'ensemble: 172
Dactylographie: 172

ANNEXE à la déclaration du sinistre mod. D.H.I

établie le 19^e juin 1947

Abbeville Somme

Situation de l'immeuble

Rue	N°	Cause du sinistre	Importance du dommage			Observations
			Total ^t détruit	Porte ^t endommagé	Répara- ble	
Route de Rouen Abbeville	297	Bombardements aériens des H, 5, 6, 7/8/40 et 7/9/43	oui	-	-	

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

030.3391 - 11, 12, 14, 15/W 21530 - 10-51 - BONITON & Cie

Monsieur le chef
de la section des affaires
générales J.B.
(dommages de guerre)

M. Barbet. (Demain). aussit
Demande, par conséquent, à la Délégation
du M. R. L., à Amiens, de me
faire signer le dépôt de dossier
S. N. C. G.

27 Octobre 1953.

Sur le droit de suite -

Indiquons que les locons étaient
attribués à un Agent et
uniquement en cette qualité.

Le droit de suite ne pourrait
donc être exercé par l'Agent qui
occupait les lieux au moment
du sinistre - pour cette seule raison
d'ailleurs.